

Congrès constitutif du Mouvement continental bolivarien, Caracas (7-9 décembre 2009)

lundi 30 novembre 2009, par [CAUTIVO Fernanda](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2009).

Nous nous sommes entretenus à Genève avec Fernanda Cautivo, militante chilienne, membre de la coordination du Mouvement continental bolivarien et de l'Agence bolivarienne de presse (ABP).

D'où vient le Mouvement continental bolivarien (MCB), quels sont ses buts fondamentaux pour l'Amérique latine ?

Fernanda Cautivo - Le MCB est né dans le prolongement de la Coordination continentale bolivarienne, qui s'est constituée en 2003. Au sein du MCB, on trouve notamment plusieurs partis communistes - vénézuélien, chilien, brésilien (CCLC Prestes), colombien (PCCC) - les FARC-EP, d'autres organisations révolutionnaires, ainsi que divers mouvements sociaux, en particulier paysans, indigènes, universitaires, des droits humains. Historiquement, elle se revendique de la poursuite de la « campagne admirable » de Bolivar, en 1813, pour l'indépendance du Venezuela. L'objectif stratégique du MCB est d'unifier les luttes populaires à l'échelle continentale en tenant compte des diversités régionales pour combattre le néolibéralisme et l'impérialisme, ainsi que ses représentants dans les oligarchies locales, afin de développer une alternative socialiste.

Quelle attitude à le MCB par rapport à la lutte armée ? Qui attendez-vous pour votre Congrès fondateur ?

Nous sommes attachés à l'autodétermination de chaque mouvement et au choix des moyens de luttes selon les conditions locales. Nous considérons aussi la lutte armée comme un moyen légitime, dans certaines circonstances, comme en Colombie notamment, pour lutter contre l'oppression, même s'il n'est pas du tout question d'exporter telle ou telle forme de lutte d'un pays vers un autre. La création du MCB atteste de la progression de notre mouvement : en plus des 400 délégué·e·s vénézuéliens attendus, 200 représentant·e·s internationaux, issus de 24 pays, devraient participer à ce congrès fondateur. Parmi eux, des représentant·e·s d'organisations solidaires qui développent aussi leurs propres combats en Europe (en particulier dans l'Etat espagnol, en Euskadi, en Italie, au Danemark, en Suède, etc.), mais aussi en Turquie... Notre mouvement a une forte dimension internationaliste.

Quelles sont les relations du MCB avec Hugo Chavez et le gouvernement vénézuélien ? Pourquoi avoir décidé de tenir votre Congrès fondateur au Venezuela ?

Nous avons dès le début soutenu le processus de transformation au Venezuela, mais nous

n'appuyons pas le gouvernement d'Hugo Chavez en tant que tel. Nos organisations au Venezuela soutiennent les mesures gouvernementales qui vont dans le sens de l'approfondissement du processus révolutionnaire, mais gardent toute leur indépendance par rapport au pouvoir d'Etat. Pourquoi tenir notre Congrès fondateur au Venezuela ? Parce que ce pays est à la fois un symbole – le lieu de naissance de Simon Bolivar – le porteur d'un espoir de transformation sociale, mais aussi un carrefour sur le plan géographique, et qu'il offre de bonnes conditions de travail et de sécurité aux militant·e·s et délégué·e·s de notre mouvement.

Quels sont les principaux enjeux politiques et organisationnels de ce congrès ?

Nous allons débattre d'un Manifeste bolivarien pour notre Amérique qui aura pour mission de défendre les buts fondamentaux du MCB. Il s'agit d'un document d'orientation stratégique. Notre congrès a prévu aussi trois sessions de travail : la première sur la lutte anti-impérialiste (dénonciation de l'ingérence de l'impérialisme US au Honduras, en Bolivie et au Paraguay, des sept bases US en Colombie, etc.) ; la seconde sur le conflit armé en Colombie, les prisonniers politiques et la nécessité d'un échange humanitaire (presque 8000 détenus reconnus par l'Etat colombien) pour une solution politique ; la troisième sur les mouvements sociaux, dans le monde du travail, parmi les paysan·ne·s, les indigènes, les Afro-descendant·e·s, les étudiant·e·s, mais aussi sur les rapports de genre et l'environnement.

P.-S.

* Paru dans le quinzomadaire suisse « solidaritéS » n°158 (19/11/2009), p. 8.